

Impact de la politique commerciale américaine sur les économies africaines

Simon AZUELOS, Julien GOURDON

➤ Simon AZUELOS, étudiant à l'école des Ponts, stagiaire à l'Agence française de développement (AFD)

➤ Julien GOURDON, Senior Economist, Agence française de développement (AFD), Senior Fellow Ferdi

Le nouveau régime tarifaire des États-Unis va bouleverser d'innombrables relations commerciales ainsi que le système financier mondial, entraînant de fortes volatilités sur les marchés et un ralentissement de la croissance. Parmi ce lot de mauvaises nouvelles, on peut citer l'impact négatif sur les pays d'Afrique qui bénéficiaient d'un accès en franchise de droits aux marchés américains pour de nombreux produits. Cependant, le risque pour les économies africaines viendra davantage de la volatilité des prix de matières premières qui pourrait mettre en péril l'écosystème commercial africain et leur équilibre extérieur, et des chocs sur les taux souverains africains.

► Augmentation des barrières tarifaires pour les exportations africaines

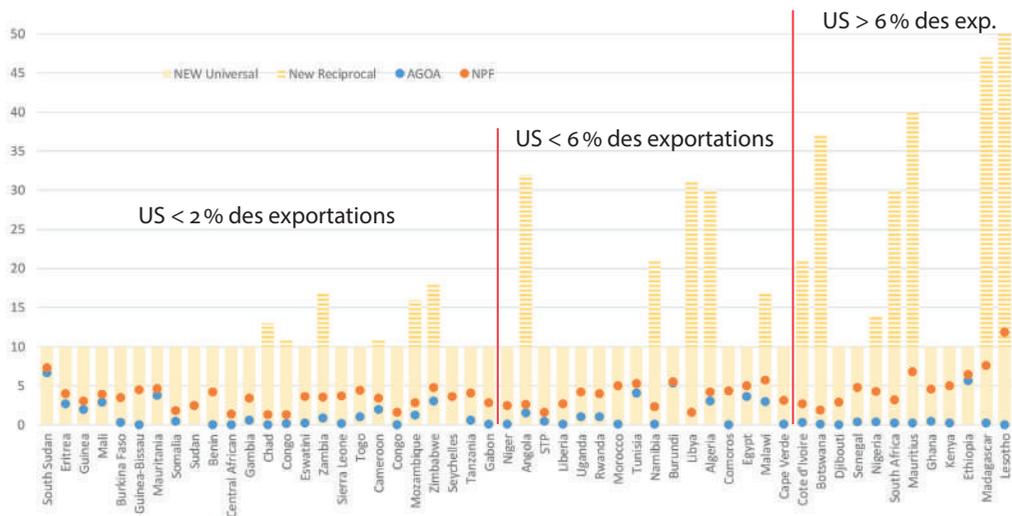
Le 8 avril 2025, les États-Unis ont imposé à ces pays des droits de douane élevés, allant de 10 % à 50 % (pour le Lesotho) sous le scénario *reciprocal tariff*. Le 9 avril l'administration US a annoncé mettre en pause ce scénario et avoir adopté un taux de 10 % pour tous les exportateurs *universal tariff*. Si l'on considère que le droit de douane NPF moyen auxquels faisant face les pays africain était de 3,7% en 2024, l'augmentation de ces barrières tarifaires pour les exportations africaines est d'une ampleur unique, sous le scénario *universal tariff* de 10% et sous scénario *reciprocal tariff* qui conduirait à taux de 30% en moyenne pour l'Afrique (cependant les exportations de combustibles et minerais seront exemptés des nouveaux tarifs). L'augmentation de ces tarifs sera en fait bien plus important si l'on considère que 34 pays du continent bénéficie d'un accès privilégié (zéro tarif sur une vaste quantité de biens) au marché Américain via l'AGOA et 35 pays profitent du SGP US résultant

en un tarif moyen pour les exportations africaines de 1,3% et donc des hausses conséquentes sous les scénarios universal et reciprocal respectivement (Figure 1).

► Relative faible dépendance du continent au marché américain qui minimise l'impact

Cependant, les États-Unis représentent un marché d'exportation relativement restreint pour la plupart des pays du continent, 6% des exportations du continent sont à destination de ce marché et pour vingt-cinq pays la part du marché américain dans les exportations totales est inférieur à 2%. Trente-deux pays représentent moins de 4% des exportations totales vers les États-Unis, les principaux exportateurs vers les États-Unis étaient l'Afrique du Sud (14,0 milliards de dollars), le Nigeria (5,7 milliards de dollars), le Ghana (1,7 milliard de dollars), l'Angola (1,2 milliard de dollars) et la Côte d'Ivoire (948 millions de dollars). Si l'on considère à la fois le changement de tarif et la dépendance au

Figure 1. Tarifs pour les pays africains sur le marché US



Source: auteur – sur la base de World Integrated Trade Solution (World Bank).

Note: les pays sont classés de gauche à droite selon l'importance du marché US pour leurs exportations.

marché américain 12 pays du continent seront plus particulièrement touchés (**Figure 2**) : **le Lesotho, Madagascar, le Botswana, l’Afrique du Sud, la Côte d’Ivoire le Nigeria, le Malawi, Djibouti, le Ghana, le Kenya, le Sénégal et l’Ethiopie.**

► La fin de l’AGOA ?

L’AGOA qui offre aux pays d’Afrique subsaharienne un accès en franchise de droits pour près de 7 000 produits doit expirer en septembre 2025, et il y avait déjà des doutes quant à ses perspectives de prolongation et l’environnement politique ne semble pas propice à un renouvellement de l’AGOA¹. Il convient de noter que sur les 45 pays qui en ont bénéficié depuis 2000 seuls 34 y sont éligibles en 2024² et que les pays africains bénéficiaires du programme ont en fait peu utilisé le régime de l’AGOA, malgré le nombre élevé de produits éligibles à l’AGOA. La valeur des expor-

tations de produits éligibles à l’AGOA ou au programme SGP est en moyenne de 48 % pour les pays du continent car la plupart des exportations rentrées sur des lignes libres de droits tarifaires (**Figure 3**) mais en moyenne 30 % des exportations de ces produits éligibles n’ont pas bénéficié des préférences de l’AGOA ou SGP et sont entrés sans utiliser l’accès en franchise de droits mais au tarif NPF (du fait de règles d’origine pour prouver l’appartenance et le niveau de transformation trop contraignantes).

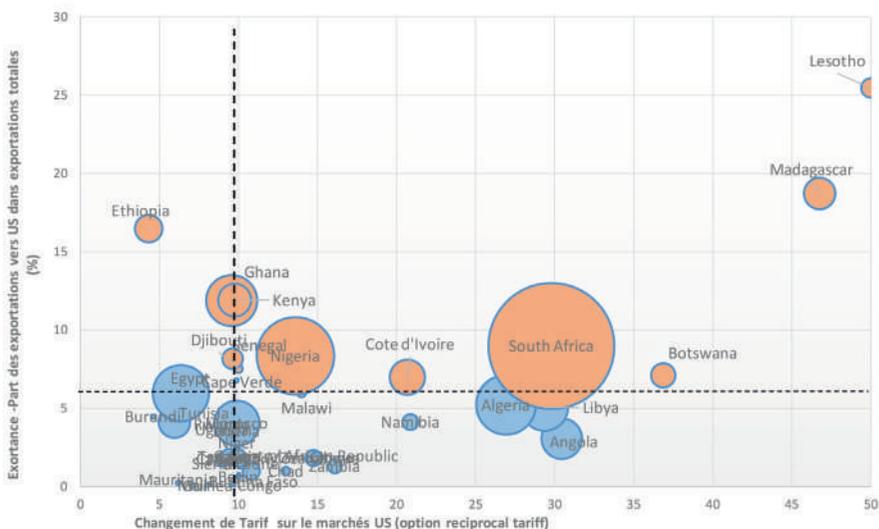
► Alternatives sur le marché international

Puisque les principales exportations du continent africain vers les États-Unis sont principalement des combustibles (pétrole.) des minerais et des pierres précieuses qui sont exemptés des nouveaux droits de douanes³, il faudra principalement trouver des

1. Voir : <https://www.cgdev.org/blog/new-us-tariff-regime-another-blow-africa>.
 2. Le États-Unis exclus régulièrement des pays pour des raisons d’atteintes à l’État de droit

3. Voir : <https://www.latribune.fr/economie/international/ces-produits-qui-echappent-miraculeusement-aux-droits-de-douane-de-trump-1022067.html>.

Figure 2. Exposition des pays africains aux nouveaux tarif US



Source : auteur – sur la base de World Integrated Trade Solution (World Bank).
Note : la taille des bulles est fonction du montant des exportations du pays vers les US.

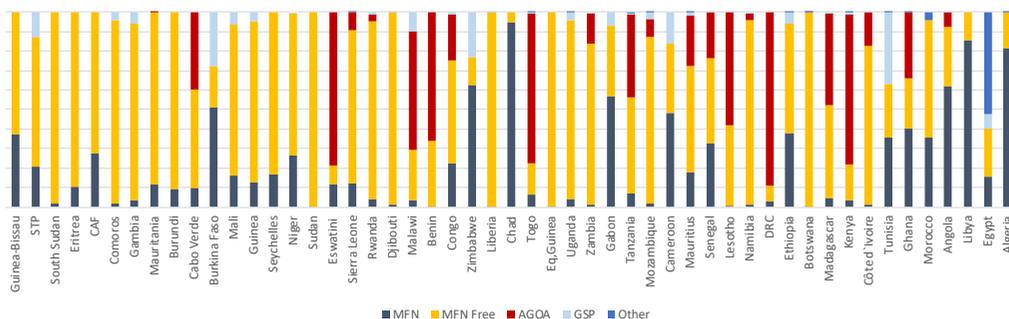
débouchés pour certains métaux et les produits alimentaires, pour lesquels les États-Unis représentaient 4 % à 5 % des exportations en 2024, mais surtout les textiles dont les exportations étaient pour près de 20 % à destination des États-Unis (Figure 4).

Si, dans l'ensemble, le commerce mondial pourrait connaître un ralentissement, certains pays africains et secteurs compétitifs à l'échelle mondiale peuvent se tourner vers de nouveaux marchés pour mieux résister aux changements de politique et aux

autres risques liés à la chaîne d'approvisionnement. En fin de compte, ces droits de douane pousseront les nations africaines à former de nouvelles alliances ainsi qu'à approfondir les échanges commerciaux établis avec l'UE et avec des pays tels que la Chine, l'Inde et les Émirats arabes unis (Figure 5). La Chine, en particulier, a tout à gagner, elle qui l'an dernier a supprimé les droits de douane sur les marchandises en provenance de 33 pays africains⁴, cherchant ainsi à renforcer ses relations commerciales déjà solides

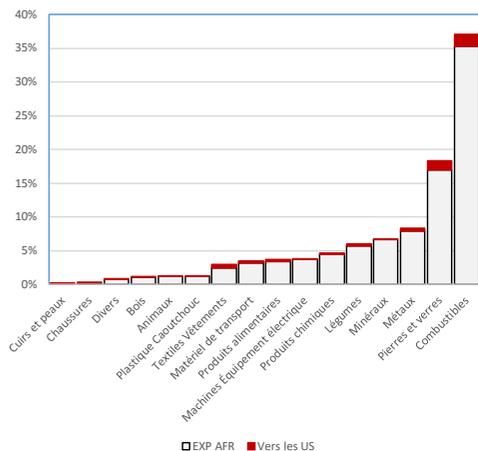
4. Cf. : <https://lanouvelletribune.info/2024/12/la-chine-exempte-de-droits-de-douane-une-trentaine-de-pays-africains/>.

Figure 3. Les régimes pour les exportations des pays africain vers les États-Unis en 2024



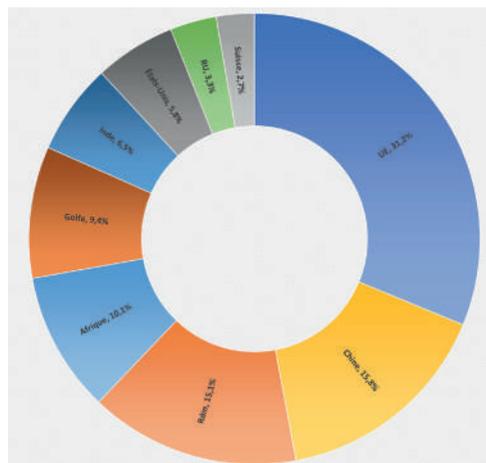
Source : auteur – sur la base de USITC (United States International Trade Commission).

Figure 4. Biens exportés vers US et Rdm en 2024



Source : auteur – sur la base de World Integrated Trade Solution (World Bank).

Figure 5. Destinations des exportations en 2024



avec le continent. Ces chocs extérieurs rappellent l'urgence de renforcer l'intégration économique du continent. La ZLECAf n'est pas seulement un projet politique mais une nécessité stratégique.

► Cas spécifiques de pays

Notons que l'énergie et certainement les minerais sont exemptés des nouveaux droits de douane, de sorte que les principaux exportateurs de pétrole, de gaz et de produits miniers ne seront pas très affectés. Il s'agit notamment de **l'Angola, de l'Algérie, la Libye, du Tchad, de la RDC, du Ghana et du Nigeria**. Mais pour quelques-uns, l'impact pourrait être sévère, en particulier ceux qui dépendent des États-Unis comme marché d'exportation pour les vêtements. Le tableau ci-dessous répertorie pour ces pays, le nouveau régime tarifaire, les principales exportations et l'importance relative du marché américain.

Les pays les plus vulnérables au nouveau régime tarifaire sont le **Lesotho, Maurice et Madagascar** qui exportent des vêtements car le choc subi par l'industrie de l'habillement est particulièrement dévastateur car ce sont les États-Unis qui ont permis cette croissance en exemptant les intrants de pays tiers (c'est-à-dire les tissus) des droits de douane. Le **Kenya** est également un grand exportateur de vêtements, mais avec un droit de douane de 20 %, il est désormais relativement plus compétitif que de nombreux exportateurs asiatiques tels que la Chine, l'Inde, le Bangladesh, l'Indonésie et le Vietnam qui sont confrontés à des droits de douane prohibitifs (entre 40 % et 55 %). Les États-Unis sont également une destination d'exportation importante pour l'Afrique du Sud, mais **l'Afrique du Sud** sera mieux placée pour surmonter le choc, grâce à son économie plus diversifiée. **L'Éthiopie**, avant d'être suspendue du programme AGOA pour des raisons politiques, avait connu une explosion de ses exportations textiles vers les États-Unis. La **Côte d'Ivoire**, premier producteur mondial de cacao est frappé d'un droit de 21 % sous le scénario *reciprocal tariff*.

Le tableau 1 répertorie pour 10 pays principalement concernés, le nouveau régime tarifaire (scénario réciproque, sin 10 % pour tous), les principales

exportations vers les US et l'importance relative du marché américain sur ces produits ainsi que les alternatives potentielles sur le marché mondiale en utilisant l'analyse ITC⁵ qui repose sur la décomposition des exportations potentielles d'un pays en trois facteurs : l'offre, la demande et la facilité des échanges commerciaux⁶. On observe que le taux de dépendance au marchés US peut être très important pour certains produits, parfois 90 % sur les vêtements et que les alternatives même si elles diffèrent selon les pays et biens reposent principalement sur l'Europe, la Chine et certaines économies d'Asie du Sud-Est, les pays du Golfe et l'Inde mais que des opportunités continentales existent également (en rouge dans le **tableau 1**).

Alors que les États-Unis envisagent d'augmenter les droits de douane à l'encontre de plusieurs partenaires commerciaux, l'Afrique semblait, à première vue, peu concernée., le continent n'a en effet représenté qu'environ 0,76 % des importations américaines en 2023 dont près de la moitié était constituée de pétrole. Si la plupart des pays ne sont que très peu impactés du fait de leur faible exposition, une dizaine de pays, en particulier ceux qui avaient développé des industries autres que les produits pétroliers et minerais exemptés de ces droits de douanes seront impactés. Cependant l'effet négatif pour les économies du continent pourrait se situer ailleurs...

► Un risque accru de volatilité des prix qui pourrait mettre en péril l'écosystème commercial africain

Le contexte actuel de guerre commerciale entre Chine et États-Unis entraîne un risque de ralentissement de la demande pour les matières premières africaines par la Chine qui est le plus important partenaire des économies africaines sur

5. Cf. : <https://www.intracen.org/news-and-events/news/analyzing-the-potential-impact-of-us-tariffs-on-developing-countries>.

6. Inspiré d'un cadre de type gravitationnel, cette analyse identifie les produits qu'un pays exporte déjà de manière compétitive et qui ont de bonnes perspectives de succès à l'exportation sur un marché cible donné.

Tableau 1. Analyse détaillée pour 10 pays

Pays	Tarif réciproque (%)	Principales exportations et taille du marché américain par rapport au total des exportations en 2024	Alternatives sur le marché mondiale selon ITC
Côte d'Ivoire	21	10% sur cacao (687M)	Pays-Bas, Malaisie, Indonésie, Allemagne et France
Kenya	10	90% sur vêtements (386M) 71% sur coton (2M)	Royaume Uni, France, Pays Bas, Allemagne Madagascar, Ethiopie , Vietnam
Lesotho	50	58% sur les vêtements (115M)	Belgique, Eswatini
Libéria	10	34% sur caoutchouc (63M)	
Ethiopie	10	12% pour café (170M) 50% sur vêtements, (166M) 60% pour préparation céréale (41M)	Pays Bas, Japon, Arabie Saoudite, Inde France Pays Bas, Allemagne, EAU, Arabie Saoudite Arabie Saoudite, EAU, Chine, Vietnam, Inde, Madagascar
Maurice	40	72% sur animaux, (75M) 20% sur vêtements (36M) 15% sur poissons (15M)	Vietnam, Italie, France Afrique du Sud , France, Espagne, Royaume Uni, Pays Bas Vietnam, Seychelles, Afrique du Sud, Madagascar
Madagascar	47	45% sur les vêtements (215M) 15% sur café et thé, (69M)	Afrique du Sud , Japon, Corée, France Japon, Allemagne, Corée, Italie
Malawi	17	25% sur noix cajou (5M) 16% sur café et thé (10M) 52% sur sucre (9M)	Inde, Royaume Uni, Tanzanie , Chine Mozambique , Royaume Uni, Pays Bas, Vietnam, Suisse Tanzanie, Rwanda, Kenya , Inde, Royaume Uni
Afrique du Sud	30	11% sur véhicules (1.403M) 25% sur aluminium (534M) 10% sur fer et acier, (506M) 17% sur produits chimiques (200M)	Rep Tchèque, Chine, Espagne, Thaïlande, Japon, Inde Chine, Turquie, Corée, Japon, Malaisie Chine, Allemagne, Japon Inde, Chine, Allemagne, Pays Bas
Sénégal	10	82% sur poisson transformé (56M) 69% sur faux cheveux (55M) 41% sur engrais (17M) 54% Vêtement (2M)	Italie, Espagne, France, Australie, Royaume Uni Nigeria, Australie, Guinée, Gambie, Ghana Chine, Inde, Australie, Togo, Côte d'Ivoire France, Espagne, Italie, Royaume Uni, Togo

Source: auteur – sur la base de Trade Map et Export Potential Map (International Trade Center).

ces produits, des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement à l'instar de celles subies lors de la crise Covid, une volatilité accrue des prix des commodités affectant les recettes d'exportation et un risque de se retrouver entre deux feux d'une guerre économique qui portera sur ses ressources tels que les minerais critiques. On a déjà pu observer l'explosion des cours sur l'aluminium suite à l'annonce en février des premiers tarifs sur ce métal et les produits à base d'aluminium (**Figure 6**), mais généralement, la demande de métaux de base est très sensible aux perspectives de l'activité industrielle mondiale, de sorte que les prix de référence des métaux ont chuté brutalement au début du mois d'avril. La récente annonce de la Chine de réduire ses importations de soja américain⁷ illustre la volatilité des marchés des matières premières qui pourrait affecter les exportations africaines si le conflit s'intensifie.

Avant ce conflit commercial, le ralentissement de la croissance économique et l'offre abondante de pétrole depuis 2024 avait entraîné une chute des prix mondiaux des matières premières qui va se poursuivre. La Banque mondiale⁸ anticipe un recul de 12 % en 2025 puis de 5 % en 2026 (**Figure 7**), et

en contrôlant pour l'inflation ces prix reviendraient à un niveau plus bas que ceux avant la pandémie mondiale et marquerait la fin de l'envolée des prix liée à la reprise économique après la crise covid et l'invasion russe de l'Ukraine. Mais l'ampleur exacte de l'impact des récentes orientations politiques sur la croissance et les effets qui en découleront sur les marchés des matières premières restent très incertains. Cela dépendra de la durée pendant laquelle les mesures commerciales récemment adoptées resteront en vigueur, de la décision des partenaires commerciaux de prendre ou non de nouvelles mesures de rétorsion. Si les tensions commerciales s'intensifient ou si l'incertitude s'aggrave, la demande globale de matières premières risque de s'affaiblir encore davantage et les prix de baisser. Cela créera moins de difficultés pour accéder à des produits alimentaires ou énergétiques pour la population sur le continent africain mais affectera négativement les recettes d'exportations des pays exportateurs de produits miniers et pétroliers.

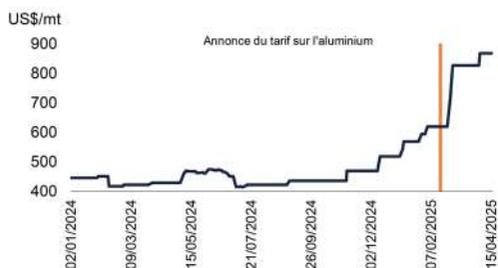
► Quels canaux de transmissions ?

La Chine est un acheteur majeur de ressources naturelles (pétrole, minerais, métaux) et un moteur essentiel de la demande mondiale. Une escalade tarifaire entre Washington et Pékin a pour effet de

7. Voir : <https://www.coface.com/news-economy-and-insights/from-prosperity-to-decline-u.s.-soybeans-and-the-fallout-of-the-sino-american-trade-war>.

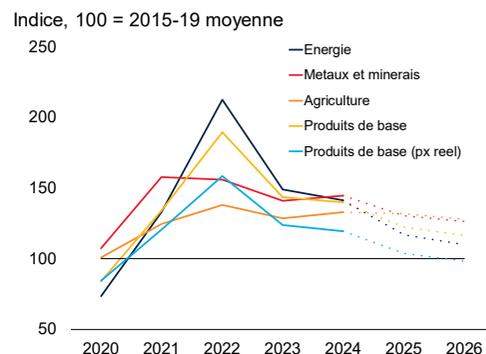
8. Cf. : <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>.

Figure 6. Cours des prix de l'aluminium



Source : Commodity Markets (World Bank).

Figure 7. Évolution des prix des produits de base



ralentir l'économie chinoise, ce qui réduit ses importations de matières premières et fait pression à la baisse sur les cours. Par exemple, le marché du coton africain a souffert du conflit commercial : la guerre commerciale sino-américaine a ralenti les commandes de produits textiles, entraînant une chute du prix du coton de près d'un tiers sur un an. De même, les cours du pétrole et des métaux industriels (comme le cuivre) ont reculé lors des pics de tensions commerciales en 2018-2019. Moins d'achats chinois signifie des excédents sur le marché mondial, donc des prix plus bas pour de nombreux produits exportés par l'Afrique.⁹

Le conflit commercial peut également perturber l'offre mondiale de certains produits stratégiques et les circuits d'approvisionnement. En réaction aux surtaxes américaines, la Chine a par exemple restreint ses exportations de certains métaux critiques (terres rares, métaux pour aimants) indis-

pensables aux industries high-tech¹⁰. Ces mesures de rétorsion alimentent les craintes de pénuries sur ces marchés de niche, provoquant des hausses de prix ponctuelles et une plus grande volatilité¹¹. Plus généralement, la redirection des flux commerciaux (recherche de fournisseurs alternatifs, allongement des routes maritimes) liée à la guerre commerciale renchérit les coûts logistiques et crée des inefficacités¹². Bien que l'Afrique puisse à terme bénéficier de certaines opportunités de détournement de commerce (par exemple, de nouvelles débouchés si la Chine importe moins des États-Unis), à court terme elle subit surtout les désavantages de la désorganisation du commerce mondial. Des chaînes d'approvisionnement mondiales moins fluides peuvent entraîner des retards d'expédition et des

9. <https://carnegieendowment.org/research/2024/05/how-is-chinas-economic-transition-affecting-its-relations-with-africa>.

10. <https://www.reuters.com/world/china/china-is-restricting-mineral-exports-how-does-its-export-control-system-work-2025-04-24/>.

11. <https://www.ft.com/content/24187c18-9cfe-4b8c-8863-6f3bf09e2cd4>.

12. <https://www.washingtonpost.com/opinions/2025/05/19/us-china-rare-earth-magnets/>.

Figure 8. Les produits les plus exportés par pays africains en 2023



Source : auteur – sur la base de Trade Map. Visuel créé avec Datawrapper.

Note : Catégorisation des produits exportés. Les produits ont été regroupés en quatre grands secteurs : agriculture, fret, pêche (ex. : cacao, café, poisson, thé, bétail) ; hydrocarbures (ex. : pétrole, gaz) ; industrie (ex. : véhicules, médicaments, arômes industriels, fils isolés) ; métaux et minéraux (ex. : or, diamants, nickel, zinc, minerai de fer, charbon).

coûts accrus, pénalisant les exportateurs africains de matières premières et ajoutant de la volatilité aux prix sur les places de marché¹³.

La forte exposition de l’Afrique aux matières premières rend nombre de ses économies vulnérables aux chocs sur les prix internationaux. Plus de la moitié des pays africains dépendent des hydrocarbures, minerais ou métaux pour au moins 60 % de leurs recettes d’exportation, ce qui les rend particulièrement sensibles à la volatilité des marchés mondiaux. Les pays cumulant une base d’exportations concentrée sur quelques produits, une diversification économique limitée et des fragilités financières internes sont les plus à risque en cas de fluctuations brutales des cours. Parmi les critères d’évaluation figurent la part des matières premières dans les exportations totales, le type de produits exportés, le degré de diversification de l’économie, l’exposition aux financements extérieurs à court terme et les chocs récents subis (pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine, etc.)¹⁴

► Économies pétrolières : une forte exposition budgétaire et extérieure

Les pays africains exportateurs de pétrole sont particulièrement sensibles à la volatilité des cours. L’Angola, dont les hydrocarbures représentent 95 % des exportations, a vu sa monnaie se déprécier de 60 % en 2023 après une baisse de la production et des prix, creusant son ratio dette/PIB et affaiblissant ses réserves. Le Nigeria, où le pétrole génère 90 % des recettes en devises et plus de la moitié des revenus publics, reste exposé malgré une diversification du PIB. Après la flambée de 2022, la baisse des cours et la levée du contrôle des changes ont entraîné une dépréciation de plus de 90 % du naira en 2023.¹⁵

Des pays comme le Congo-Brazzaville, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Libye ou le Soudan du Sud, dont les budgets reposent presque exclusivement sur les hydrocarbures, présentent les mêmes vulnérabilités : chute des revenus, restrictions budgétaires et risques politiques accrus en période de repli des prix.

► Économies minières : concentration des revenus et sensibilité à la demande chinoise

La RDC tire plus de 99 % de ses exportations des produits miniers, dominés par le cuivre et le cobalt (87 %), en grande partie destinés à la Chine. En 2022, le secteur minier représentait près de la moitié des recettes de l’État. Un recul durable des cours minerait les finances publiques, fragiliserait la monnaie et accentuerait les déséquilibres.¹⁶

La Zambie, dont le cuivre représente plus de 70 % des exportations et 18 % du PIB, est dans une situation comparable. Sortie d’un défaut en 2020, elle reste sous pression : toute baisse de prix compromettrait sa reprise économique et sa capacité à rembourser sa dette.¹⁷

La Guinée (bauxite), le Niger (uranium) ou le Botswana (diamants) sont également très dépendants de quelques ressources. Leur vulnérabilité aux cycles des matières premières est renforcée par une faible diversification et une forte exposition à la demande extérieure.

Déjà confrontés à des coûts d’emprunt élevés et à un accès limité aux financements extérieurs, les pays d’Afrique subsaharienne doivent mobiliser chaque année plus de 70 milliards de dollars de financements extérieurs bruts pour couvrir leurs besoins, soit environ 6 % de leur PIB régional.

13. <https://www.iea.org/reports/global-critical-minerals-outlook-2025>.

14. <https://unctad.org/fr/publication/rapport-2024-sur-le-developpement-economique-en-afrique>.

15. <https://www.afdb.org/fr/countries/southern-africa/angola/angola-economic-outlook>.

16. <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/1010-122338-rdc-les-mines-soutiendront-une-croissance-de-5-7-du-pib-en-2025-budget>.

17. <https://www.coface.com/fr/actualites-economie-conseils-d-experts/tableau-de-bord-des-risques-economiques/fiches-risques-pays/zambie>.

nal. La hausse des tensions commerciales risque d'aggraver ces défis, en accentuant l'aversion pour le risque des investisseurs et en rendant plus difficile l'accès aux marchés financiers internationaux. Privés de ressources concessionnelles suffisantes, nombre de pays africains ont dû recourir à des financements commerciaux plus coûteux et à maturité plus courte, augmentant leur vulnérabilité à des chocs de refinancement dans un contexte de volatilité accrue des marchés mondiaux.¹⁸

► Effet des nouveaux tarifs américains sur la projection de croissance

À l'échelle mondiale, la montée des tensions commerciales, en particulier avec la résurgence du protectionnisme aux États-Unis, pourrait freiner la croissance du commerce mondial et affecter les exportations africaines. Un ralentissement prolongé de la demande mondiale ou une chute durable des

prix des matières premières exposerait la région à des pertes de recettes extérieures substantielles. Par ailleurs, un resserrement monétaire prolongé dans les économies avancées maintiendrait des taux d'intérêt élevés, augmentant le coût du financement et décourageant les flux de capitaux vers la région.

Après plusieurs années de crises successives, l'Afrique était bien engagée dans une reprise progressive, mais celle-ci a été freinée par un retournement de la conjoncture mondiale. En 2024, l'activité économique a progressé plus fortement qu'anticipé, avec une croissance moyenne d'environ 4 %, soit 0,4 point de pourcentage de plus que prévu en octobre 2024. Ce dynamisme reposait sur la reprise des investissements publics, le rebond des exportations de matières premières et la diversification économique en cours. Toutefois, le durcissement des conditions financières mondiales, la hausse des coûts d'emprunt, le ralentissement de la demande extérieure et la baisse de certains prix de matières premières ont rapidement assombri les perspectives¹⁹.

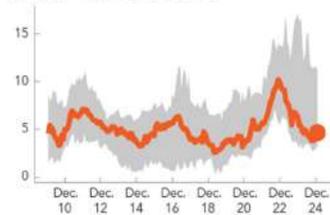
18. <https://www.banquemonde.org/fr/publication/af-rica-pulse/april-2024#:~:text=Selon%20la%20derni%C3%A8re%20%C3%Agdition%20du,du%20recul%20de%20l'inflation.>

19. <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA/Issues/2025/04/19/regional-economic-outlook-sub-saharan-af-rica-april-2025.>

Figure 9. Reprise freinée par de nouveaux chocs externe

Figure 9a. Headline Inflation, 2010-25

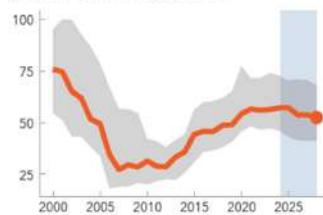
(Percent; year over year, median, gray area = 25th-75th percentile)



Source: IMF, World Economic Outlook database, and IMF staff calculations.

Figure 9b. Public Debt, 2000-28

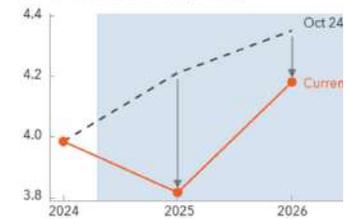
(Percent of GDP, median, gray area = 25th-75th percentile)



Source: IMF, World Economic Outlook database, and IMF staff calculations.

Figure 9c. GDP Growth, 2024-26

(Current versus 2024 projections)



Source: IMF, World Economic Outlook database.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.

Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 43 97 64 60

n° ISSN : 2275-5055

Directeur de la publication : Patrick Guillaumont

